



DEVELOPMENT COMMITTEE
(Joint Ministerial Committee
of the
Boards of Governors of the Bank and the Fund
On the
Transfer of Real Resources to Developing Countries)



DC/2001-0003
2 avril 2001

**TENDANCES RÉCENTES DU TRANSFERT DE RESSOURCES
AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT**

Veillez trouver ci-joint une note d'information sur les Tendances récentes du transfert de ressources aux pays en développement, préparée par les services de la Banque mondiale pour la réunion du 30 avril 2001 du Comité du développement. Cette note s'inspire de Global Development Finance 2001.

Tendances récentes du transfert de ressources aux pays en développement

Note d'information établie par les services de la Banque mondiale pour la réunion du 30 avril 2001 du Comité du développement¹

Les apports de ressources aux pays en développement ont subi les effets positifs d'un doublement du taux d'accroissement annuel des échanges internationaux et d'une progression sensible de la croissance du PIB en 2000, tant dans les pays en développement (5,4 %) que dans les pays de l'OCDE à revenu élevé (3,6 %). Les apports nets de ressources à long terme aux pays en développement ont en effet augmenté de près de 12 % en 2000, pour atteindre 296 milliards de dollars, inversant ainsi la forte tendance à la baisse subie par ces flux au cours des crises financières de 1997-99 (voir tableau de l'annexe).

Parallèlement à la réduction des besoins de financement liés à la crise, le financement public du développement s'est réduit, tombant de 47 milliards de dollars en 1999 à 39 milliards de dollars en 2000. Ainsi, l'augmentation des flux de capitaux a eu presque entièrement pour origine le secteur privé. Les flux des marchés financiers internationaux ont plus que doublé pour s'établir à plus de 79 milliards de dollars en 2000, contre 34 milliards de dollars l'année précédente. En revanche, et contrairement aux années précédentes, les investissements étrangers directs (IED) ont légèrement reculé en 2000. Cette baisse — la première en une décennie — est à mettre au compte d'un ralentissement des opérations de fusion et d'acquisition et des activités de privatisation.

Cela étant, le contexte n'a pas été aussi propice aux apports de capitaux aux pays en développement en 2000 qu'en 1996 et 1997. L'aversion au risque que les investisseurs ont manifestée à l'égard des marchés émergents à partir de la crise asiatique a persisté en 2000, et le climat semble s'être dégradé depuis le dernier trimestre de cette même année en raison d'une baisse de régime de l'économie américaine, d'une forte chute de la valeur des actifs dans le secteur technologique et d'un renchérissement du pétrole.

Apports de capitaux privés des marchés financiers internationaux

Les flux nets à long terme générateurs de dette du secteur privé sous forme de prêts bancaires et de financements obligataires ont nettement progressé, passant de -0,6 milliard de dollars en 1999 à plus de 31 milliards de dollars en 2000 (voir tableau de l'annexe). Les flux nets d'investissements de portefeuilles ont eux aussi augmenté, de près de 40 %, pour atteindre 48 milliards de dollars. Ces hausses ont été supérieures à la légère baisse enregistrée par les apports d'IED.

Durant l'année 2000, les engagements bruts des marchés financiers² en faveur des pays en développement ont présenté des fluctuations en parallèle à l'évolution de la situation du crédit aux États-Unis : resserrement en avril et mai, desserrement de juin à septembre, et nouveau resserrement en novembre et décembre. Malgré cela, les apports bruts aux pays en développement sont passés à 236 milliards de dollars en 2000, ce qui représente une augmentation de 27 % par rapport à 1999

¹ Le présent document s'inspire de *Global Development Finance 2001*.

² Les engagements sous forme d'émissions obligataires et de prises de participation sont décaissés quasi instantanément, mais les engagements de prêts bancaires le sont, dans bien des cas, sur plus d'un an. La principale différence entre ces chiffres bruts et les chiffres nets cités au paragraphe précédent réside dans le fait que les flux nets générateurs de dette désignent les entrées de capitaux générateurs de dette moins les paiements effectués au titre de l'amortissement, et que les chiffres de l'IED font abstraction du désinvestissement.

(tableau 1). Les apports bruts des marchés obligataires ont progressé de 10 %, mais les prêts des banques ont augmenté de près d'un tiers et les prises de participation de près de deux tiers en 2000. Cependant, la majeure partie des engagements bruts des marchés financiers n'a bénéficié qu'à trois pays à revenu intermédiaire : la Chine, la Turquie et le Brésil. La Chine à elle seule s'est adjudgée plus de 60 % des prises de participation réalisées dans les pays en développement en 2000, et l'accroissement des prêts bancaires a bénéficié pour près de 70 % à cinq pays seulement.

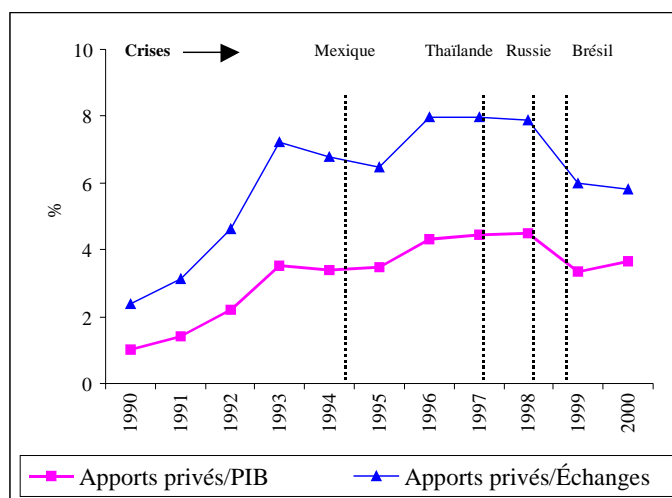
Tableau 1 : Engagements des marchés financiers pour les pays en développement, par type d'apport
(USD milliards)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Total	76,9	80,1	115,7	135,5	173,3	236,4	315,8	189,3	185,5	236,4
Émissions obligataires	11,0	20,1	50,1	45,7	52,6	97,6	114,3	73,0	70,3	77,2
Prêts bancaires	61,3	54,0	57,5	72,8	112,7	125,2	179,1	107,8	94,0	124,4
Prises de participation	4,6	6,0	8,1	17,0	8,0	13,7	22,4	8,6	21,1	34,8
dont : Chine	0,0	0,7	1,9	2,6	0,9	2,1	9,4	1,1	3,3	21,2

Source : « Capital DATA Bondware » et « Loanware », et estimations des services de la Banque mondiale.

L'augmentation des flux privés en 2000 a fait suite à une amélioration des performances des pays en développement en termes de croissance et sur le plan commercial. Mais à la différence de la production et des échanges, qui ont dépassé leurs niveaux d'avant la crise asiatique, les apports de capitaux aux pays en développement sont restés inférieurs aux niveaux qu'ils avaient atteints en 1997. Ainsi, le ratio des apports privés au PIB a nettement baissé dans les pays en développement par rapport à ses niveaux d'avant la crise (figure 1).

Figure 1 : Apports de capitaux privés par rapport au PIB et aux échanges



Source : Tableaux de données nationales de *Global Development Finance* et sources citées dans ces tableaux, Modèle économique mondial de la Banque mondiale et estimations des services de la Banque mondiale pour l'année 2000.

La part des flux mondiaux de capitaux allant aux pays en développement a aussi diminué fortement : de plus de 14 % en 1997, elle est tombée en dessous de 8 % en 2000 (tableau 2). Si cette baisse des apports des marchés financiers internationaux par rapport aux niveaux de 1997-98 reflète pour une part la persistance de l'aversion au risque manifestée par les investisseurs à partir de la crise asiatique, elle résulte également du fait que de meilleures opportunités de croissance et des rendements

plus élevés étaient disponibles dans les pays industrialisés, en particulier aux États-Unis. Elle s'explique aussi en partie par la baisse de la demande de financements extérieurs dans les pays touchés par la crise de l'Asie de l'Est, qui ont continué d'enregistrer une capacité excédentaire et de faibles taux d'investissement.

Tableau 2 : Part des flux de capitaux revenant aux pays en développement

	(%)									
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^a
Flux globaux de capitaux privés	11,8	12,4	12,6	12,8	12,4	13,2	14,4	9,9	7,6	7,6
Flux globaux des marchés financiers	9,7	9,4	9,4	9,0	9,0	9,8	10,8	6,2	4,7	5,5
Flux globaux d'IED	22,3	27,4	29,5	35,2	32,3	34,9	36,5	25,9	18,9	15,9

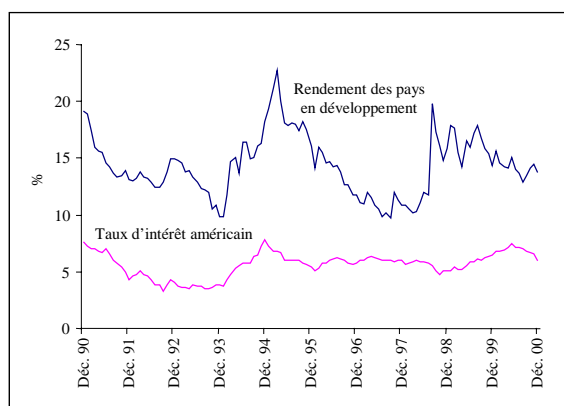
a. Estimations.

Note : Les flux de capitaux privés sont définis comme la somme des engagements bruts des marchés financiers et des investissements étrangers directs.

Source : Tableaux de données nationales de *Global Development Finance* et sources citées dans ces tableaux, « Capital DATA Bondware » et « Loanware », Système de gestion et d'analyse des données statistiques de la Banque mondiale, et estimations des services de la Banque mondiale pour l'année 2000.

La désaffection des investisseurs pour les marchés des pays en développement s'est reflétée dans le niveau élevé des coûts d'emprunts associés aux euro-obligations des marchés émergents sur les marchés aussi bien primaire que secondaire. Les spreads du marché secondaire par rapport aux titres comparables du Trésor américain (tels qu'ils ressortent de l'indice EMBI+, indice JP Morgan des obligations des marchés émergents) se situaient à 707 au milieu de janvier 2001, soit près de 200 points de base au-dessus de leurs niveaux de 1997 et du premier semestre de 1998 (figure 2). Le spread moyen acquitté par les pays en développement pour l'émission d'euro-obligations et les taux d'intérêt moyens servis sur les prêts bancaires ont aussi augmenté en 2000 par rapport à leurs niveaux de 1998 (figure 3)³. Cela dit, les spreads du marché secondaire ont diminué dans quelques pays, notamment en Corée, en Malaisie, en Russie et en Thaïlande.

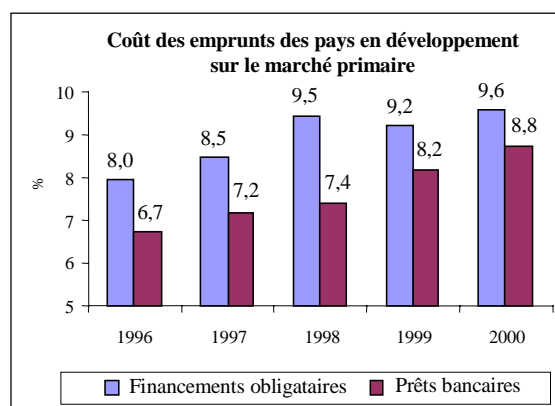
Figure 2 : Rendements des pays en développement et taux d'intérêts américains



Source : Bloomberg et JP Morgan.

Les rendements représentent la somme du spread et du taux américain de référence établi implicitement par l'indice EMBI+.

Figure 3 : Coûts des emprunts sur le marché primaire



Source : « Capital DATA Bondware » et « Loanware », et estimations des services de la Banque mondiale.

³ Il faut faire preuve de prudence dans l'interprétation de ces simples moyennes, car elles ne tiennent pas compte des facteurs propres à chaque pays, du type d'emprunteur considéré (souverain ou privé), ou de l'échéance des créances en question.

Investissement étranger direct

Les apports d'IED aux pays en développement ont légèrement diminué en 2000, pour se situer à 178 milliards de dollars (ou 2,5 % du PIB), inversant ainsi la spectaculaire tendance à la hausse enregistrée pendant l'essentiel des années 90. Ce fléchissement est à mettre au compte d'une diminution des ventes d'actifs transfrontières des pays d'Asie de l'Est et de l'achèvement de quelques projets de privatisation à grande échelle dans le secteur financier et celui des infrastructures en Amérique latine. Il tient aussi au fait que les pays industrialisés ont présenté plus d'attrait pour les investisseurs. La part des flux mondiaux d'IED allant aux pays en développement a diminué : de plus de 36 % en 1997, elle est tombée à 16 % en 2000 (tableau 2). Au sein du groupe des pays en développement, les pays à revenu intermédiaire se sont adjugés une part croissante de ces flux, au détriment des pays à faible revenu (tableau 3).

Tableau 3 : Apports d'IED aux pays à revenu intermédiaire et aux pays à faible revenu
(%)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^a
<i>Apports d'IED en pourcentage des IED totaux dans les pays en développement</i>										
Pays à revenu intermédiaire	87,3	89,3	89,1	90,0	87,0	86,5	88,8	92,4	94,7	93,2
Pays à faible revenu	12,7	10,7	10,9	10,0	13,0	13,5	11,2	7,6	5,3	6,8

a. Estimations.

Source : Tableaux de données nationales de *Global Development Finance* et sources citées dans ces tableaux, *World Development Indicators* et estimations des services de la Banque mondiale pour l'année 2000.

Aide publique au développement

L'effort d'aide des bailleurs de fonds, mesuré en termes d'apports d'aide publique au développement (APD) des 22 pays membres du CAD aux pays en développement et aux institutions multilatérales, s'est accru de 9 % en 1999, pour se chiffrer à 56 milliards de dollars (soit 0,24 % du PNB de ces pays membres). La tendance à la hausse observée depuis 1998 (tableau 4) s'est ainsi poursuivie, à l'inverse de la baisse régulière enregistrée durant la période 1992-97. Parmi les grands bailleurs de fonds, le Japon a vu ses flux d'aide progresser le plus en 1999 sous l'effet de ses programmes spéciaux d'assistance aux pays touchés par la crise en Asie de l'Est. L'autre grand facteur à l'origine de l'augmentation de l'aide est l'effort international en faveur des réfugiés kosovars.

Mais la forte augmentation de l'aide japonaise a masqué le glissement, en pourcentage du PNB, de l'APD accordée par quatre autres pays du Groupe des Sept (G-7) : le Canada, la France, l'Italie et le Royaume-Uni. Les flux d'aide sont restés limités en partie du fait de la situation budgétaire intérieure de certains pays donateurs et également en raison du scepticisme affiché dans certains milieux quant à l'efficacité de l'aide. Néanmoins, certains pays (tels que le Royaume-Uni et les pays n'appartenant pas au G-7) se sont engagés de manière positive à relever leurs niveaux d'aide en proportion de leur PNB. Un autre élément positif est que l'Initiative PPTE renforcée a permis d'accélérer le processus d'allègement de la dette, et d'accroître les ressources disponibles à ce titre, en faveur des 22 pays pauvres d'Afrique subsaharienne et d'autres régions ayant accédé au point de décision⁴.

⁴ L'état d'avancement de l'Initiative PPTE fait l'objet d'un autre document.

Tableau 4 : Apports d'aide publique au développement des pays membres du CAD, 1990–99

	Allemagne	États-Unis	France	Japon	Pays-Bas	Royaume-Uni	Autres	Total
<i>(USD milliards)</i>								
1990	6,3	11,4	7,2	9,1	2,5	2,6	13,9	53,0
1991	6,9	11,3	7,4	11,0	2,5	3,2	13,8	56,7
1992	7,6	11,7	8,3	11,2	2,8	3,2	16,1	60,9
1993	7,0	10,1	7,9	11,3	2,5	2,9	14,8	56,5
1994	6,8	9,9	8,5	13,2	2,5	3,2	15,0	59,2
1995	7,5	7,4	8,4	14,5	3,2	3,2	14,6	58,9
1996	7,5	9,1	7,4	9,4	3,2	3,2	15,3	55,1
1997	5,9	6,9	6,3	9,4	2,9	3,4	13,4	48,3
1998	5,6	8,8	5,7	10,6	3,0	3,9	14,4	52,1
1999	5,5	9,1	5,6	15,3	3,1	3,4	14,3	56,4
<i>(% du PNB du pays donateur)</i>								
1990	0,42	0,21	0,60	0,31	0,92	0,27	0,49	0,33
1991	0,40	0,20	0,62	0,32	0,88	0,32	0,49	0,33
1992	0,39	0,20	0,63	0,30	0,86	0,31	0,47	0,33
1993	0,37	0,15	0,63	0,26	0,82	0,31	0,49	0,30
1994	0,33	0,14	0,64	0,29	0,76	0,31	0,48	0,30
1995	0,31	0,10	0,55	0,28	0,81	0,29	0,44	0,27
1996	0,32	0,12	0,48	0,20	0,81	0,27	0,44	0,25
1997	0,28	0,09	0,45	0,22	0,81	0,26	0,44	0,22
1998	0,26	0,10	0,40	0,28	0,80	0,27	0,44	0,23
1999	0,26	0,10	0,39	0,35	0,79	0,23	0,45	0,24

Note : Les dons au titre de la coopération technique sont inclus dans l'aide totale.

Source : OCDE, *Rapport sur la coopération pour le développement 2000*.

Selon les rapports communiqués par les pays en développement, les montants reçus au titre de l'aide (non compris les dons au titre de la coopération technique) ont légèrement augmenté en valeur nominale, pour atteindre 41,6 milliards de dollars en 2000. Mais si on les ajuste au moyen de l'indice mondial des prix à l'importation, on constate que les financements concessionnels nets⁵ n'ont pas progressé en valeur réelle par rapport à leur niveau de 1999 (voir tableau de l'annexe), et qu'ils ont en fait diminué de près de 18 % par rapport à celui de 1991.

Parmi les régions en développement, l'Asie de l'Est et le Pacifique, d'une part, et l'Europe et l'Asie centrale, d'autre part, ont bénéficié d'une nette augmentation de l'aide en 1999-2000, tandis que l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud ont vu leur part diminuer (tableau 5). En Asie de l'Est, les principaux bénéficiaires ont été l'Indonésie, la Thaïlande et le Viet Nam. Dans la région Europe et Asie centrale, l'aide a porté sur les opérations de secours d'urgence en République fédérative de Yougoslavie (province du Kosovo) et les efforts de reconstruction en Bosnie-Herzégovine. Certains pays d'Europe de l'Est à revenu plus élevé ont en outre bénéficié d'apports à l'appui des efforts entrepris pour accéder à l'Union européenne.

⁵ Cette estimation des apports d'aide (fondée sur les rapports des bénéficiaires) diffère sensiblement de l'estimation des flux d'APD indiquée plus haut (fondée sur les rapports des bailleurs de fonds), en grande partie parce qu'elle ne tient pas compte des dons au titre de l'assistance technique, qui ont atteint en 1999 quelque 15,9 milliards de dollars au profit des pays en développement pris dans leur ensemble. Cet écart s'explique également par le temps qui s'écoule entre le versement par les bailleurs de fonds de leurs contributions aux organisations multilatérales et la réception par les bénéficiaires des décaissements de ces institutions.

Tableau 5 : Ventilation régionale des flux d'aide, 1990–2000

	Part régionale des flux d'aide (%)				Flux d'aide en pourcentage du PNB régional (%)			
	1990	1998	1999	2000	1990	1998	1999	2000
Asie de l'Est	17,0	17,7	20,1	20,0	0,8	0,4	0,4	0,3
Amérique latine et Caraïbes	10,2	9,2	9,9	9,1	0,4	0,2	0,2	0,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	19,9	11,6	9,5	9,9	2,0	0,7	0,7	0,8
Asie du Sud	12,2	12,5	9,8	10,1	1,3	0,8	0,8	0,8
Afrique subsaharienne	37,2	32,3	27,8	27,2	5,8	3,9	4,2	4,1
Europe et Asie centrale	3,5	16,6	22,9	23,7	0,1	0,6	0,6	0,6
Groupe des pays en développement	100,0	100,0	100,0	100,0	1,0	0,6	0,6	0,5

Source : Comité d'aide au développement (OCDE) ; Système de données de la Banque mondiale et estimation de ses services.

Annexe

Apports nets globaux de ressources à long terme aux pays en développement (USD milliards)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<i>En prix constants de 2000</i>																
Financement public du développement	48,3	51,9	47,7	44,2	44,7	56,3	62,5	55,9	54,7	48,6	51,1	29,6	41,2	56,0	47,1	38,6
Flux concessionnels	34,1	36,8	38,5	37,5	37,0	44,2	50,8	45,9	42,5	48,6	42,9	36,8	34,2	39,4	41,9	41,6
Dons publics ¹	17,9	20,1	19,5	20,1	20,8	28,5	36,0	30,2	28,9	33,1	30,3	26,1	25,1	28,0	30,0	29,6
Prêts concessionnels publics	16,3	16,7	19,0	17,4	16,3	15,7	14,8	15,7	13,7	15,6	12,5	10,8	9,1	11,4	11,8	12,0
Prêts non concessionnels publics	14,1	15,0	9,2	6,8	7,7	12,1	11,7	10,0	12,1	-0,1	8,3	-7,2	6,9	16,6	5,2	-3,0
Flux privés	41,5	29,7	28,8	43,1	41,6	44,1	63,7	98,2	170,1	177,6	191,2	259,1	288,3	287,4	227,7	257,2
Prêts privés	27,0	17,0	12,4	20,6	12,9	15,8	19,3	37,7	50,2	51,0	58,5	91,5	93,2	90,2	-0,7	31,3
Investissements étrangers directs ²	14,3	11,9	15,6	21,3	25,0	24,5	36,4	46,6	67,4	89,8	97,9	120,7	166,0	181,3	192,6	178,0
Prises de participation	0,1	0,8	0,8	1,2	3,7	3,7	7,8	13,9	51,9	35,6	33,5	45,6	29,0	16,0	35,8	47,9
FLUX NETS GLOBAUX	89,7	81,6	76,5	87,4	86,3	100,4	126,0	154,1	224,1	224,9	241,0	287,4	329,4	343,5	274,7	295,8
Pour mémoire :																
Paiements d'intérêts	95,3	85,3	77,4	83,2	78,2	71,2	74,2	67,7	70,0	79,1	93,7	98,6	108,6	122,2	127,4	133,6
Bénéfices sur les IED	15,6	14,4	14,4	14,7	18,5	17,8	16,4	17,9	20,5	25,2	24,6	27,9	30,6	36,1	41,6	50,2
Dons privés	3,8	4,2	4,7	4,7	4,3	5,2	5,5	5,9	6,0	6,1	5,6	5,2	5,0	5,7	5,9	5,7
Données connexes :																
Flux nets de ressources du FMI	-0,1	-3,4	-6,8	-5,5	-2,6	-1,8	4,7	1,5	1,9	1,6	16,0	0,6	14,0	19,7	-13,1	-10,7
Dons - coopération technique	10,2	11,5	12,6	13,5	13,2	14,3	16,0	17,5	18,6	17,1	18,6	17,3	15,1	16,6	17,2	17,1
Flux nets de la Banque mondiale	6,8	7,1	5,6	3,2	3,4	5,2	2,7	0,5	3,3	0,2	1,6	1,8	7,0	7,5	5,8	3,3
Flux nets de l'IDA	3,6	3,8	4,4	4,1	3,7	4,1	4,4	4,8	4,6	5,7	4,6	5,3	5,1	4,9	4,7	4,1
<i>Aux prix courants</i>																
Financement public du développement	36,7	41,0	41,0	40,1	41,4	55,7	60,9	56,5	53,6	48,0	55,1	31,9	42,8	54,6	45,3	38,6
Flux concessionnels	26,0	29,1	33,1	34,0	34,2	43,7	49,5	46,4	41,7	48,1	46,2	39,7	35,6	38,4	40,3	41,6
Dons publics ¹	13,6	15,9	16,8	18,2	19,2	28,2	35,1	30,5	28,3	32,7	32,7	28,1	26,1	27,3	28,9	29,6
Prêts concessionnels publics	12,4	13,2	16,3	15,8	15,0	15,5	14,4	15,9	13,4	15,4	13,5	11,6	9,5	11,1	11,4	12,0
Prêts non concessionnels publics	10,8	11,9	7,9	6,1	7,1	12,0	11,4	10,1	11,9	-0,1	8,9	-7,8	7,2	16,2	5,0	-3,0
Flux privés	31,5	23,5	24,8	39,1	38,5	43,5	61,9	99,3	166,1	174,4	204,7	277,9	299,7	280,3	219,2	257,2
Prêts privés	20,6	13,5	10,7	18,7	11,9	15,7	18,8	38,1	49,2	50,5	63,0	98,7	96,9	87,9	-0,7	31,3
Investissements étrangers directs ²	10,9	9,4	13,4	19,3	23,2	24,2	35,5	47,1	66,0	88,8	105,6	130,1	172,6	176,8	185,4	178,0
Prises de participation	0,1	0,6	0,7	1,1	3,4	3,7	7,6	14,1	50,9	35,2	36,1	49,2	30,2	15,6	34,5	47,9
FLUX NETS GLOBAUX	68,3	64,5	65,8	79,2	79,9	99,2	122,8	155,8	219,7	222,4	259,8	309,8	342,5	334,9	264,5	295,8
Pour mémoire :																
Paiements d'intérêts	72,5	67,4	66,6	75,4	72,4	70,4	72,3	68,5	68,7	78,2	101,0	106,3	112,9	119,2	122,7	133,6
Bénéfices sur les IED	11,9	11,4	12,4	13,3	17,1	17,6	16,0	18,0	20,1	24,9	26,5	30,0	31,8	35,2	40,0	50,2
Dons privés	2,9	3,3	4,0	4,3	4,0	5,1	5,4	6,0	5,9	6,0	6,0	5,6	5,2	5,6	5,7	5,7
Données connexes :																
Flux nets de ressources du FMI	-0,1	-2,7	-5,8	-5,0	-2,4	-1,8	4,6	1,6	1,9	1,6	17,3	0,6	14,5	19,2	-12,6	-10,7
Dons - coopération technique	7,7	9,1	10,8	12,3	12,2	14,1	15,6	17,7	18,2	16,9	20,0	18,7	15,7	16,2	16,6	17,1
Flux nets de la Banque mondiale	5,2	5,6	4,8	2,9	3,1	5,1	2,6	0,5	3,3	0,2	1,7	2,0	7,3	7,3	5,6	3,3
Flux nets de l'IDA	2,8	3,0	3,8	3,7	3,4	4,1	4,3	4,8	4,5	5,6	4,9	5,7	5,3	4,8	4,5	4,1

Sources : Tableaux de données nationales de *Global Development Finance* et sources citées dans ces tableaux ; Modèle économique global de la Banque mondiale ; Comité d'aide au développement (OCDE), *Geographic Distribution of Flows*.

Note : Les chiffres de 2000 sont des estimations.

1/ Coopération technique non comprise.

2/ Source : FMI.